

Lettre ouverte aux ministres des finances du G8

Une trentaine d'ONGs internationales demandent « l'annulation immédiate » de la dette d'Haïti

Suite à la crise alimentaire, « le pays peut difficilement faire face au paiement du service de la dette, qui s'élevait à 58.2 millions de dollars US rien que pour l'année 2008 »

Document soumis à AlterPresse le 12 juin 2008

Bruxelles, le 12 juin 2008

Madame la Ministre Christine Lagarde
Monsieur le Ministre Giulio Tremonti
Monsieur le Chancelier d'Echiquier Alistair Darling (Grande Bretagne)
Monsieur le Ministre Peer Steinbrück
Monsieur le Ministre Jim Flaherty
Monsieur le Ministre Henry Paulson Jr.
Monsieur le Ministre Fukushima Nukaga
Monsieur le Ministre Alexei Kudrin

Objet: demande d'annulation immédiate de la dette d'Haïti

Les organisations soussignées de la société civile des différents pays du G8 et d'autres pays européens demandent instamment à leurs gouvernements de prendre l'initiative d'une annulation immédiate de la dette multilatérale et bilatérale d'Haïti ou d'un moratoire sur tous les paiements du service de la dette, jusqu'à effacement complet de la dette d'Haïti.

Suite à l'accroissement du prix des denrées alimentaires et au soulèvement social en Haïti ces derniers mois, le pays peut difficilement faire face au paiement du service de la dette, qui s'élevait à 58.2 millions de dollars US rien que pour l'année 2008.

Cette somme représente plus de 1 million de dollars US par semaine, des fonds qui pourraient être utilisés pour faire face à la crise alimentaire actuelle et pour redresser le pays après des années de crise économique, politique et environnementale.

En 2009, Haïti devra encore payer 50,9 millions de dollars US au service de la dette pour ses créanciers. Si le pays n'atteint pas, d'ici là, le point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), cette somme s'élèvera à 59.6 millions de dollars US. Or, il est vraisemblable que le point d'achèvement sera retardé étant donnée la situation sociale et politique critique du pays. Autrement dit, l'annulation de la dette arrivera trop tard pour un pays qui n'arrive pas à nourrir sa population.

De plus, la plus grande part de la dette d'Haïti a été contractée durant la période de la dictature des Duvalier ; les citoyennes et citoyens d'Haïti n'en ont, pratiquement, pas bénéficié.

En 2006 Haïti devait restituer un total de 1.3 milliard de dollars US aux créanciers étrangers. Une partie de cette somme, 1 milliard, est censée être restituée aux organismes de crédit multilatéraux comme la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les pays du G8 sont très influents au sein des principales institutions financières multilatérales et devraient utiliser cette influence pour demander instamment l'annulation de la dette d'Haïti.

En outre, Haïti doit des sommes importantes aux créanciers bilatéraux. En 2006, Haïti devait à l'Italie environ 70 millions, à la France 65 millions, aux Etats Unis 15 millions et au Canada 2 millions de dollars US. Ces sommes ne représentent pas grand chose pour les pays riches du monde mais elles peuvent se traduire en investissements importants pour le développement de l'agriculture, de la santé et de l'éducation en Haïti.

Dans le contexte de la crise alimentaire mondiale, et en vue de la rencontre imminente des Ministres des Finances du G8 les 13 et 14 juin 2008, nous appelons les gouvernements du G8 à soutenir l'annulation sans délai de la dette d'Haïti ou un moratoire sur le service de la dette jusqu'à effacement complet de la dette du pays.

Nous vous remercions de l'attention portée à nos propositions et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de toute notre considération

- Alessandra Spalletta, Coordination Europe-Haïti (CoE-H), Belgique
- Anne McConnell, Haïti Advocacy Platform Irlande-RU (HAPI-UK), UK
- Annie Girard, Réseau Foi & Justice Afrique-Europe, France
- Antoine Malafosse, Délégué général, CCFD, France
- Bernard Leray, Trésorier, Collectif Haïti de France
- Charles Arthur, Director, Haïti Support Group, UK
- Chris Bain, Director, Catholic Fund for Overseas Development (CAFOD), UK
- Claire-Lise Zaugg, Plate-Forme Haïti de Suisse, Suisse
- Colette Lespinasse, directrice du Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés (GARR), Haïti
- Daleep Mukarji, Director, Christian Aid, UK
- Delanoue Muriel, chargée de projets Haïti de « Développer Former Informer (DEFI), France
- Eddy Genese, Promoteurs Objectif Zerosida (POZ), Haïti
- Franck BARRAU, Secrétaire Général de « Droits de l'homme et gouvernements locaux », France
- Fraser Reilly-King, Halifax Initiative, Canada
- Gail Hurley, Policy Officer, European Network on Debt and Development (EURODAD)
- Greet Schaumas, chargée de programme Haïti à Broederlijk Delen, Belgique
- Gudule Boland, desk officer for Haïti at Solidaridad, Nederland
- Janine Bardonnnet et Serge Petit, Solidarité Laïque, France
- Jean Merckaert, Coordinateur de la plate-forme Dette & Développement, France
- Jeremy Hobbs, Directeur, Oxfam International
- Joseph Maxime RONY, Secrétaire Exécutif du Programme pour une Alternative de Justice, PAJ, Haïti
- Lizzette Robleto Gonzalez, Regional Advocacy Coordinator (LAC), Progressio, UK
- Mathilde Bossard, chargée de projets de « Les Anneaux de la Mémoire », France
- Michèle Demerliat, Solidarité Laïque pour la Haute-Vienne, France
- Neil Watkins, Coordinator, Jubilee USA Network, USA
- Paul Chitnis, Chief Executive, Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF), UK
- Raphael Yves-Pierre, Director Action Aid Haïti
- Sarah Williams, Policy Officer, Jubilee Debt Campaign, UK
- Serge Petit, Solidarité Laïque, France
- Stéphane Compère, Chargé de mission Amérique latine au CNCD-11.11.11, Belgique
- Suzanne Loiselle, directrice de L'Entraide missionnaire, Montréal, Québec
- Xavier Jadoul, chargé de projets Haïti à Entraide et Fraternité, Belgique